



Paris - Bruxelles - Frankfurt - London - Roma - Madrid - Zürich - Washington - Chicago - Auckland

**Conférence de presse CEED international
Düsseldorf, vendredi 28 janvier 2011 – 14h30
sur les pratiques judiciaires familiales allemandes**

**Heinrich-Heine-Universität, Universitätsstr. 1,
40225 Düsseldorf Gebäude 26.11, Ebene 00, Hörsaal 6 F**

à l'occasion du procès en appel de Mme Pokrzeptowicz
au Tribunal de Düsseldorf, vendredi 28 janvier – 10h00
Salle E 127 Tribunal Pénal, Werdener Str. 1, 40227 Düsseldorf
En présence du Consul de la République de Pologne

[Mme Pokrzeptowicz a été condamnée en première instance à 14 mois de prison avec sursis et à 10.000 € d'amende, pour avoir été obligée d'emmener son enfant dans un pays qui selon les juristes allemands est une menace pour le Kindeswohl allemand, la Pologne]

Il s'agit d'un véritable scandale.

L'Allemagne, qui perdra 15 millions d'habitants au cours des 50 prochaines années, a instrumentalisé ses administrations de justice familiale à l'insu de ses partenaires en Europe pour conserver – sous couvert de sa Loi et de ses procédures secrètes – tout enfant de tout parent non-allemand en Allemagne et de le germaniser. Sous couvert de sa loi, l'Allemagne confisque les enfants de TOUS les étrangers, leur argent et leur héritage. La Commission Européenne couvre ces pratiques.

Les juristes de la famille et les fonctionnaires exercent un chantage à l'amour parental sur les parents *non-allemands*. Ils les criminalisent et les condamnent intentionnellement pour les assigner à résidence dans le pays, exploiter leur force de travail, en les menaçant de perdre leurs enfants, s'ils ne se soumettent pas à l'ordre allemand.

Pire, ils se servent des instruments communautaires (règlements européens 2201/2003, 4/2009) et SIS II (Interpol et Europol) pour exiger de ses partenaires – bien naïfs – l'exécution de sa politique au sein de leur juridiction respective, sans qu'ils ne soient autorisés à vérifier les procédures allemandes secrètes et malhonnêtes, dont l'unique objet est de protéger le *Kindeswohl* allemand, l'intérêt supérieur de la communauté des Allemands en matière d'enfants.

Voler les enfants des autres sous couvert de sa Loi n'est pas un acte de Droit, c'est un acte de guerre, même sous couverture légale allemande.

Seront présents à cette conférence de presse pour expliquer les mécanismes malhonnêtes que le Gouvernement allemand et ses juristes (juges, procureurs et avocats) cachent à la communauté internationale :

- Beata Pokrzeptowicz-Meyer, citoyenne *polonaise*, 1 enfant,
- Katharina Zabczynski, citoyenne *polonaise*, 1 enfant,
- Dr Marinella Colombo, citoyenne *italienne*, 2 enfants,
- Cristina Maurillo, citoyenne *italienne*, 2 enfants,
- Kimberly Hines, citoyenne *américaine*, 2 enfants,
- Meike Langenhan, citoyenne *américaine*, 3 enfants,
- Elizabeth Willis, citoyenne *britannique*, 1 enfants
- Athina Karagianni, citoyenne *grecque*, 1 enfant,
- Marie Galimard, citoyenne *française*, 2 enfants,
- Mirosław Kraszewski, citoyen *polonais*, 1 enfant,
- Dr Jean-Paul Pennera citoyen, *français*, 2 enfants,
- Grigori Gurewitsch, citoyen *russe*, 2 enfants,
- Dr Luc Gigou, citoyen *français*, 1 enfant
- Sara Lewandowski, citoyenne *allemand* d'origine étrangère, 1 enfant,
- Tanja Platzer, citoyenne *allemand* d'origine étrangère, 2 enfants,
- Lara Kalina, citoyenne *allemand* d'origine étrangère, elle-même enfant.

Me Joanna Prestigiaco, avocate à Francfort, contribuera à cette conférence de presse.

L'information tendencieuse et xénophobe propagée par la presse allemande fera l'objet d'une explication au regard de l'article publié dans le magazine « Der Spiegel » 01-2011 sur l'affaire de Mme Marinella Colombo.

Pour chacun de ces parents non-allemands, quelque soit son genre ou sa nationalité, la procédure judiciaire allemande s'est déroulée sur un mode identique, selon un schéma prédéfini, dans la poursuite d'un même but politique, indépendamment des faits réels.

Le nombre de parents victimes de ces pratiques est égal au nombre de parents non-allemands qui se séparent d'un partenaire allemand.

Les conséquences économiques et sociales de cette politique menée actuellement par l'Allemagne au dépend de « partenaires » européens ne se révélera que dans plusieurs décennies. Elle n'est pas acceptable au sein de l'Union Européenne, qui se veut espace de droit et de libertés.

C'est pourquoi les Gouvernements de l'Union, tout comme le Gouvernement américain et le gouvernement russe doivent soutenir et protéger leurs ressortissants face à cette politique nationaliste allemande cachée, et stopper sans délai la reconnaissance de toute décision de droit familial allemand, tant que le JUGENDAMT – institution politique agissant dans le secret– continuera de contrôler de manière **illégal et xénophobe** chacune des décisions judiciaires allemandes.

Vous trouverez des informations complémentaires sur le site du CEED :
www.ceed-europa.eu